

## UN NOUVEAU COMBAT POUR L'HISTOIRE AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE ?

Francesca Trivellato, traduction de Antoine Heudre

Éditions de l'EHESS | « *Annales. Histoire, Sciences Sociales* »

2015/2 70e année | pages 333 à 343

ISSN 0395-2649

ISBN 9782200929725

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-Annales-2015-2-page-333.htm>  
-----

!Pour citer cet article :

-----  
Francesca Trivellato, Traduction de Antoine Heudre, « Un nouveau combat pour l'histoire au XXI<sup>e</sup> siècle ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2015/2 (70e année), p. 333-343.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Un nouveau combat pour l'histoire au XXI<sup>e</sup> siècle ?

*Francesca Trivellato*

**Dans tous les pays occidentaux**, les humanités sont en crise. De nombreuses figures publiques remettent désormais en cause la pertinence de la recherche historique, alors que la manipulation du passé à des fins politiques est devenue monnaie courante. Le retour sur investissement d'un diplôme universitaire, tant sur le plan professionnel qu'économique, n'est plus comparable à ce qu'il était pour les générations précédentes et les perspectives de carrière pour les docteurs en histoire sont décourageantes. Depuis le 11 septembre 2001 et la crise financière de 2008, l'inquiétude quant à l'avenir des humanités n'a cessé de croître. David Armitage et Jo Guldi soutiennent qu'il est urgent d'inverser cette tendance et de redonner de sa pertinence à l'histoire académique en se tournant à nouveau vers les enseignements de Fernand Braudel et la longue durée, qui permet « de sortir des limites de l'histoire nationale et d'étudier la formation d'ensembles sur plusieurs décennies, siècles, voire millénaires<sup>1</sup> ». Leurs réflexions s'accompagnent de nombreuses analyses et recommandations, et leur contribution aux débats actuels et complexes sur les moyens de redonner du sens à la profession d'historien universitaire est bienvenue. Cependant, leur intervention n'est pas sans soulever des questions à propos du sens et de l'intérêt de la longue durée dans le contexte actuel, plus d'un demi-siècle après le manifeste programmatique de F. Braudel dans les *Annales*. Les historiens anglophones n'ont pas toujours été bien disposés envers F. Braudel. Provenant de deux universitaires britannique et américain, cet

1 - David ARMITAGE et Jo GULDI, « Le retour de la longue durée : une perspective anglo-américaine », *Annales HSS*, 70-2, 2015, p. 289-318, ici p. 292.

appel à s'inspirer de l'un des pères fondateurs des *Annales* sonne comme une revanche pour certains lecteurs de la revue, d'autres s'en amuseront, habitués qu'ils sont aux joutes intellectuelles autour de cette illustre figure tutélaire.

## Quelle lecture des années 1968-2008 ?

Selon D. Armitage et J. Guldi, la période 1968-2008 dans l'historiographie anglophone peut être lue comme le signe d'une « crise morale » car, pendant ces quarante années, « les historiens ont pris le risque du repli sur soi et de l'aveuglement quant aux grandes questions contemporaines et aux formes de vie à imaginer ». Voilà un constat bien sombre. Il repose également sur un lien de cause à effet entre, d'une part, l'« attention au micro », qui a été l'approche dominante de cette période, manifestée par la volonté de « développer une métaphysique de l'injustice, écrite en termes de race, de classe et de genre » et, d'autre part, la renonciation des historiens à « leur précédent rôle de conseillers politiques ou de prophètes de l'entente et de la coopération internationale »<sup>2</sup>. Selon cette vision des choses, la micro-histoire est une vaste catégorie historiographique qui englobe une grande variété d'études, et la préférence pour l'échelle micro est indissociable du mouvement de professionnalisation de l'histoire comme discipline, en particulier aux États-Unis. Valorisée au sein du monde académique, l'hyperspécialisation en histoire s'est traduite, ces cinquante dernières années, par des études portant sur de brèves périodes de temps et par un véritable culte des archives. Une tendance que la discipline paie aujourd'hui au prix fort. Les « travaux historiques de court terme », selon D. Armitage et J. Guldi, ont eu « un faible impact [...] sur le reste de la discipline – sans compter les autres disciplines ». Et le tableau est encore plus noir si l'on prend en compte la contribution de l'histoire au débat public. Dès la fin des années 1970, « l'historien, coupé du paysage politique et économique, devint comme un astronome dans son observatoire », une figure mélancolique déconnectée du monde qui l'entoure<sup>3</sup>. Mais tout n'est pas perdu, clament les auteurs. Un nombre croissant d'historiens dans le monde anglophone se libère de ces conventions établies pour embrasser à nouveau plusieurs siècles, voire plusieurs millénaires, dans leurs travaux. Ils s'engagent avec sérieux dans des disciplines éloignées de la leur, notamment les sciences de la vie et de l'environnement, et exploitent le potentiel sans cesse croissant qu'offrent les bases de données modernes et les nouveaux outils de l'analyse computationnelle.

L'optimisme suscité chez les deux auteurs par cette audace retrouvée tout comme leur vision pessimiste du passé récent touchent une corde sensible. Leur portrait d'une époque où les historiens (plus souvent que les historiennes) jouaient un rôle plus prestigieux dans la vie politique et dans la sphère publique est empreint d'une profonde nostalgie. Celle-ci s'exprime par la référence à de grands penseurs comme W. E. B. Du Bois et R. H. Tawney, mais aussi, indirectement, par

2 - *Ibid.*, p. 309.

3 - *Ibid.*, p. 291 et 309.

une sous-estimation de l'impact des mouvements pour les droits civiques et du féminisme sur la société et le milieu universitaire américains. Leur lecture de la période 1968-2008 rencontrera peut-être un écho favorable chez les intellectuels français, dont beaucoup pensent que la société et les universitaires américains sont prisonniers d'une soi-disant dérive communautariste, mais elle laissera les autres plus dubitatifs, ne serait-ce qu'en raison de la facilité avec laquelle les deux auteurs minimisent la valeur intellectuelle et sociale de la diversité croissante des étudiants et du corps enseignant, qui est l'héritage de cette période. Du reste, leur principal objectif est de comprendre les conséquences de la transformation du rôle public des historiens depuis les années 1960. D. Armitage et J. Guldi prennent donc leur distance par rapport à une expérience collective incarnée selon eux par Geoff Eley : « les historiens de sa génération ont fait leur apprentissage politique en rompant avec les institutions corrompues de l'ordre mondial, celles-là mêmes qui constituaient la majeure partie du public de l'histoire de la longue durée des générations précédentes<sup>4</sup> ». Les chercheurs en sciences sociales Joan Scott et William Sewell sont également pointés du doigt pour avoir adopté une position comparable, c'est-à-dire pour s'être réfugiés dans le confort de leur tour d'ivoire, à l'abri du malaise suscité par le nouvel ordre mondial. Plus les historiens se repliaient sur eux-mêmes, plus les économistes les remplaçaient comme consultants sur des enjeux nationaux et auprès des organisations de coopération internationale gouvernementales et non gouvernementales. Dans les années 1980, le processus semblait ne plus pouvoir s'inverser.

L'existence de cette tendance est indéniable, et D. Armitage et J. Guldi font œuvre utile en la mettant en évidence. Aujourd'hui, les seuls universitaires invités à s'exprimer dans les médias grand public au sujet du modèle néolibéral, que ce soit pour le défendre ou (moins souvent) pour le remettre en cause, sont les économistes, bien que ces derniers soient eux-mêmes de plus en plus concurrencés par l'influence croissante des experts issus des groupes de réflexion ou des grands pontes du monde des affaires. D'après D. Armitage et J. Guldi, les historiens portent seuls la responsabilité de cette évolution, coupables qu'ils sont d'avoir choisi de se désengager. Il s'agit d'un raisonnement surprenant de la part de deux historiens rompus à l'analyse des contextes changeants dans lesquels des pratiques culturelles partagées sont façonnées. Lorsqu'ils cherchent à cerner le rôle qu'un historien comme R. H. Tawney a joué dans les débats sur les réformes agraires de la période de l'après-guerre et de la décolonisation, D. Armitage et J. Guldi soulignent non seulement sa volonté d'embrasser des changements historiques sur de longues périodes de temps, mais ils insistent aussi sur le fait qu'« un tel genre historique ne peut émerger qu'à l'ombre de conditions politiques et institutionnelles favorables<sup>5</sup> ». En revanche, lorsqu'ils s'intéressent aux années 1980, ils renoncent à tout examen approfondi des facteurs externes qui ont pu avoir une influence sur la place de l'écriture historique dans l'espace public, ou tout du

4 - *Ibid.*, p. 298-299.

5 - *Ibid.*, p. 305-306.

moins leur analyse du contexte global est bien moins appuyée que ne l'est leur condamnation des choix effectués par les historiens.

Dans quelle mesure peut-on reproduire le passé pour enrayer l'évincement des historiens académiques de la sphère publique ? La médiatisation de tous les domaines de la vie publique, l'influence du monde des affaires sur la politique et, plus généralement, la prédominance de la finance dans le monde post-Thatcher et post-Reagan n'ont-ils pas radicalement changé la donne pour les historiens universitaires ? Tout en se posant ces questions, il convient également de rappeler que les best-sellers historiques écrits par des économistes, tels que *Cette fois, c'est différent*, *Why Nations Fail* ou *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, aussi hétéroclites soient-ils du point de vue idéologique et méthodologique, relèvent plus de l'exception que de la règle<sup>6</sup>. L'essentiel du travail que les chercheurs en économie réalisent pour des dirigeants politiques et des ONG ne porte absolument pas sur des sujets historiques et, lorsque cela est le cas, il consiste à proposer des perspectives sur le long terme à partir de faits stylisés relatifs à des périodes temporelles ou des régions du monde sans lien les unes avec les autres, plutôt qu'à conduire des investigations empiriques sérieuses susceptibles d'offrir de nouvelles perspectives sur le passé. La mathématisation de l'analyse économique a progressivement privé la recherche historique de sa pertinence. Personne n'a oublié comment, vingt ans auparavant, Paul Krugman, alors même qu'il reconnaissait les limites des modèles mathématiques pour appréhender et expliquer des réalités complexes, condamnait le champ de l'économie du développement, et particulièrement les travaux d'Albert Hirschman, pour son incapacité à « produire des analyses rigoureuses et consistantes du point de vue mathématique et l'adoption à la place d'une sorte de pragmatisme musclé ». Ce faisant, l'économie du développement se mettait en marge de « l'approche intellectuelle de plus en plus répandue » en économie, à savoir l'approche mathématique<sup>7</sup>.

6 - Carmen M. REINHART et Kenneth S. ROGOFF, *Cette fois, c'est différent. Huit siècles de folie financière*, trad. par M. Le Séac'h, Paris, Pearson, [2010] 2010 ; Daron ACEMOGLU et James A. ROBINSON, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York, Crown Business, 2012 ; Thomas PIKETTY, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 2013. Il est intéressant de noter que, selon T. Piketty, c'est le faible prestige dont jouissent les économistes en France, dans le milieu universitaire et dans les cercles de la politique et de la finance, qui stimule leur démarche pluridisciplinaire et l'approche empirique de leurs recherches. Selon lui, « en France, les économistes sont [...] un peu plus incités qu'aux États-Unis à tenter de convaincre leurs collègues historiens et sociologues, et plus généralement le monde extérieur, de l'intérêt de ce qu'ils font (ce qui n'est pas gagné) », p. 64.

7 - Paul KRUGMAN, « The Fall and Rise of Development Economics », in L. RODWIN et D. A. SCHÖN (dir.), *Rethinking the Development Experience: Essays Provoked by the Works of Albert O. Hirschman*, Washington/Cambridge, The Brookings Institution/Lincoln Institute of Land Policy, 1994, p. 39-58, ici p. 40.

## L'échelle micro est-elle nécessairement sans conséquences ?

Selon D. Armitage et J. Guldi, la raison majeure pour laquelle les historiens académiques devraient couvrir des siècles et des millénaires plutôt que quelques années ou quelques décennies est qu'ils retrouvaient ainsi leur capacité à impressionner le public instruit, les cercles politiques et les agences internationales. Répétons-le, la nécessité de freiner la marginalisation des historiens académiques dans la sphère publique et à l'intérieur même de l'université est une réelle préoccupation ayant des implications directes sur le financement de l'histoire et des humanités dans l'enseignement supérieur, même si les causes et les manifestations de cette marginalisation varient grandement d'un pays à l'autre. Pour autant, est-il vrai de dire que toutes les études historiques à l'échelle micro sont emprisonnées dans les discours de l'élite académique et coupées de la sphère politique ? Les travaux de Robert Paxton, Benny Morris et Jan Gross fournissent des contre-exemples importants. En produisant des ouvrages consacrés à une période de quelques années seulement, ces trois historiens n'en ont pas moins provoqué un électrochoc dans la conscience nationale en France, en Israël et en Pologne, respectivement. Ils ont mis au jour de nouveaux documents qui révélaient les crimes commis par des États au cœur du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle et la complicité de larges segments de la population, que les récits patriotiques avaient longtemps dissimulés<sup>8</sup>. À l'inverse, on peut se demander si l'écho favorable que rencontrent certaines interprétations historiques relevant de la longue durée auprès des politiques, et plus largement du grand public anglophone, est lié à leur ampleur chronologique ou s'il ne tient pas davantage aux arguments spécifiques qu'elles avancent sur la continuité. Je pense par exemple aux études qui font remonter la supériorité de l'Occident à une période lointaine et qui, par opposition, présentent le monde musulman dans une longue durée de traditionalisme figé et de tendances anti-démocratiques<sup>9</sup>.

Les arguments de D. Armitage et J. Guldi soulèvent des questions similaires concernant l'impact que des études sur le court et le long terme ont eu plus spécifiquement sur les débats au sein du monde académique. Selon eux, tous les ouvrages historiques qui se concentrent sur de courtes périodes et se fondent sur un travail intense de dépouillement des archives n'auraient produit que des « thèses

8 - Robert O. PAXTON, *La France de Vichy, 1940-1944*, trad. par C. Bertrand, Paris, Éd. du Seuil, [1972] 1973 ; Benny MORRIS, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 ; Jan T. GROSS, *Les voisins. 10 juillet 1941, un massacre de juifs en Pologne*, trad. par P.-E. Dauzat, Paris, Fayard, [2001] 2002 ; *Id.*, *La peur. L'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, trad. par J.-P. Ricard et X. Chantry, Paris, Calmann-Lévy, [2006] 2010.

9 - Voir, par exemple, David S. LANDES, *Richesse et pauvreté des nations. Pourquoi des riches ? Pourquoi des pauvres ?*, trad. par J.-F. Sené, Paris, Albin Michel, [1998] 2000 ; Samuel P. HUNTINGTON, *Le choc des civilisations*, trad. par J.-L. Fidel, G. Joublain et P. Jorland, Paris, Odile Jacob, [1996] 1997 ; Bernard LEWIS, *L'islam en crise*, trad. par J. Carnaud, Paris, Gallimard, [2003] 2003.

minimalistes » par rapport aux ouvrages qui couvrent de vastes périodes temporelles. Cette classification et les conclusions qui en découlent sont-elles justifiées ? À la fin des années 1970, David Herlihy et Christiane Klapisch-Zuber publièrent leur enquête pionnière sur le *catasto* florentin, qui se concentrait sur une seule année et s'appuyait sur l'exploitation exhaustive (assistée par la technologie informatique) d'un seul document fiscal<sup>10</sup>. Bien que signé conjointement d'un historien américain et d'une historienne française, *Les Toscans et leurs familles* appartient à une branche plus large de l'histoire sociale de la Renaissance italienne (en particulier florentine) initiée par des historiens américains comme Gene Brucker et Lauro Martines dès la fin des années 1950 et au début des années 1960. Si ces études portaient parfois sur des thèmes minimalistes (un seul quartier ou une seule catégorie professionnelle), leur impact sur les débats historiographiques fut tout sauf minimaliste. Elles ont eu pour effet de remettre en question les récits établis sur la « modernité » et de modifier de façon spectaculaire la place de l'Italie de la Renaissance dans les manuels sur la civilisation occidentale et sur l'histoire moderne. Ces études ont également largement emprunté à d'autres disciplines et à d'autres champs, qu'elles ont à leur tour influencés, comme le montre le tournant anti-formaliste dans l'histoire de l'art de Florence à la Renaissance ou le développement d'études comparatives sur la notion de « Renaissance »<sup>11</sup>.

## Retour à Fernand Braudel, mais lequel ?

D. Armitage et J. Guldi détectent une tendance croissante chez les historiens académiques (en particulier les plus émérites) à couvrir de longues périodes temporelles dans leurs travaux récents et ils s'en félicitent. Ils y voient la manifestation d'une filiation avec la longue durée de F. Braudel, en particulier telle qu'elle est théorisée dans son essai de 1958, qui lui-même était une réponse à un sentiment de crise généralisée des humanités et des sciences sociales. Naturellement, ils reconnaissent que « la longue durée dans sa forme renouvelée n'est pas identique à son incarnation première<sup>12</sup> ». En fait, la filiation entre ces incarnations récentes et les formulations de F. Braudel n'est pas claire. Dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, ce dernier introduisait le concept pour la première fois et développait ses trois caractéristiques distinctives. La longue durée n'y était pas conçue de manière isolée par rapport aux autres conceptions du temps, mais plutôt en symbiose. En 1951, deux ans après la première édition de l'ouvrage, Bernard Bailyn, qui était encore doctorant à l'époque, publiait un compte rendu vivement critique de *La Méditerranée*, dans lequel il affirmait que le livre de F. Braudel ne parvenait pas à intégrer de manière cohérente sa structure

10 - David HERLIHY et Christiane KLAPISCH-ZUBER, *Les Toscans et leurs familles. Une étude du catasto florentin de 1427*, Paris, Presses de la FNSP/EHESS, 1978.

11 - Voir notamment Michael BAXANDALL, *L'œil du Quattrocento. L'usage de la peinture dans l'Italie de la Renaissance*, trad. par Y. Delsaut, Paris, Gallimard, [1972] 1985 ; Jack GOODY, *Renaissances: The One or The Many ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

12 - D. ARMITAGE et J. GULDI, « Le retour de la longue durée... », art. cit., p. 290.

tripartite du temps (longue durée, conjoncture et événement). Néanmoins, B. Bailyn reconnaissait que « la théorie des trois temps de l'histoire constitue l'innovation de Braudel <sup>13</sup> ». D. Armitage et J. Guldi sont mieux disposés à l'égard de F. Braudel, mais ils sont aussi moins préoccupés par l'étude des relations entre les trois dimensions temporelles qu'il ne l'était (nonobstant son échec à épuiser véritablement la question de ces relations).

De plus, leur insistance sur la longue durée minimise la deuxième caractéristique du concept. Pour F. Braudel, la longue durée ne dénote pas seulement des processus de changement extrêmement lents, pour la plupart déterminés par le climat et l'environnement, mais il s'agit aussi d'un temps cyclique, comme l'illustre son exemple favori de la transhumance. D. Armitage et J. Guldi reconnaissent la valeur de cette conception cyclique de la longue durée dans « son incarnation première », mais ils le font incidemment. Or le caractère cyclique est un aspect central et non secondaire de la longue durée, car F. Braudel s'intéressait avant tout aux interactions entre les hommes, la technologie et l'environnement à l'ère préindustrielle, c'est-à-dire à une période au cours de laquelle la capacité de la technologie et des institutions humaines à altérer la saisonnalité imposée par le climat et la géographie n'était pas nulle, mais limitée. Là se trouve l'idée maîtresse de la longue durée chère à F. Braudel : une conception du temps applicable à toutes les sociétés préindustrielles en équilibre fragile entre, d'une part, le déterminisme géographique et, d'autre part, les innovations technologiques et institutionnelles.

Pour conclure, dans l'interprétation qu'en font D. Armitage et J. Guldi, la longue durée perd la force polémique – particulièrement prononcée dans *La Méditerranée* – qui en fait un antidote à la primauté de l'histoire politique. Bien sûr, D. Armitage et J. Guldi notent l'intérêt croissant ces dernières années pour l'histoire environnementale et pour l'Anthropocène, mais ils n'étudient pas s'il existe ou non une relation entre l'histoire environnementale anglophone et F. Braudel. Ils forgent plutôt une connexion de manière artificielle en négligeant les polémiques passées et en réduisant la signification de la longue durée à une échelle temporelle couvrant de nombreuses décennies, siècles et même millénaires, et pouvant s'appliquer à de nombreux sujets d'actualité, y compris l'étude des « civilisations ». Certes, on trouve chez F. Braudel certaines indications susceptibles d'étayer cette interprétation, mais ce ne sont pas les aspects les plus stimulants de son œuvre. Lui-même reconnaissait que certains « grands esprits », comme Jules Michelet, Leopold von Ranke, Jacob Burckhardt ou Numa Fustel de Coulanges, avaient été « attentifs aux perspectives de la longue durée », même s'il ne fait pas de doute que F. Braudel se considérait comme le père fondateur d'une nouvelle – et non moins prestigieuse – tradition, plutôt que comme un simple disciple de ses illustres aînés. Il soulignait également que « les cadres mentaux, aussi, sont [des] prisons de longue durée » <sup>14</sup>. Ses efforts pour lier « structure » et

13 - Bernard BAILYN, « Braudel's Geohistory: A Reconsideration », *The Journal of Economic History*, 11-3, 1951, p. 277-282, ici p. 279.

14 - Fernand BRAUDEL, « Histoire et sciences sociales. La longue durée », *Annales ESC*, 13-4, 1958, p. 725-753, ici p. 729 et 731.



histoire culturelle ont, à court terme, largement été couronnés de succès dans la mesure où ils ont abouti à un déferlement d'études sur l'histoire des mentalités. Très vite cependant, cette tendance ainsi que la notion braudélienne de « civilisation », qui restait empreinte d'une certaine dose de traditionalisme dans *La Méditerranée* aussi bien que dans les formulations ultérieures, furent les cibles privilégiées des historiens culturels des générations suivantes.

Si je me suis penchée sur ces points bien connus de tous, ce n'est pas dans l'intention de restaurer une lecture fidèle à l'esprit de F. Braudel, mais parce que je doute qu'assimiler la tripartition braudélienne du temps à une conception de la longue durée comme « temps long » présente le moindre intérêt. Je suggère plutôt d'en revenir aux aspects les plus stimulants de l'œuvre de F. Braudel et de commencer par identifier les différences, que D. Armitage et J. Guldi font trop peu ressortir, entre les formulations respectives de la longue durée dans *La Méditerranée* et dans son essai de 1958. Cette année-là, alors qu'il était désormais installé à la tête d'un grand établissement d'enseignement supérieur (il avait succédé en 1956 à Lucien Febvre à la direction de la VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études), F. Braudel proposa une version de la longue durée qui était à la fois moins révolutionnaire du point de vue conceptuel et plus agressive du point de vue institutionnel, dont il espérait qu'elle fournirait le dénominateur commun à même d'unifier toutes les sciences sociales sous les auspices de la muse Cléo. En cela, sa démarche n'eut pas le succès escompté, même s'il occupa dès lors une position hégémonique sans précédent parmi les historiens français. Aujourd'hui, alors que notre époque se trouve aux prises avec sa propre version de la crise, est-ce vers les aspects les plus institutionnalisés ou les plus déstabilisants de l'œuvre de F. Braudel que nous souhaitons nous tourner ?

Très peu d'historiens – surtout s'il s'agit des historiens des sociétés par opposition aux historiens des idées ou aux philosophes de l'histoire – ont sérieusement réfléchi à la façon dont on conçoit la temporalité quand on écrit sur le changement dans le temps, et un nombre encore plus réduit d'entre eux est allé jusqu'à faire du temps un cadre fondamental de leurs analyses empiriques. Plusieurs influences sont généralement citées comme ayant inspiré la démarche de F. Braudel : les travaux, récents à l'époque, sur la mémoire collective et la géographie historique, la rupture avec l'histoire de l'État et des hommes d'État engagée par Marc Bloch et L. Febvre, peut-être même (indirectement) l'émergence de la psychanalyse et la publication de romans modernes dans l'entre-deux-guerres. Néanmoins, on doit à F. Braudel et à lui seul d'avoir construit et appliqué un concept de temporalités multiples qui aide à comprendre les interactions entre les sociétés humaines, les animaux et l'environnement. En raison de certains de ses choix institutionnels et intellectuels et de la réception de son œuvre, la longue durée s'est imposée comme l'héritage principal de son système tripartite. Les micro-historiens italiens furent ceux qui réagirent de la manière la plus vigoureuse à l'impérialisme présumé de la longue durée. Pourtant, F. Braudel comme les micro-historiens italiens ont toujours insisté sur le fait que ce n'était pas la longue durée ou la micro-échelle en soi qui les intéressaient, mais la combinaison de temporalités multiples, pour le premier, et d'échelles d'analyse variées, pour les seconds. Ceux qui critiquent ces deux

approches n'hésitent pas à mettre au jour les limites de ces déclarations de principe, même s'ils reconnaissent l'intérêt d'intégrer des temporalités et des perspectives analytiques différentes. Le moment n'est-il pas venu de réaliser ces promesses non tenues plutôt que de rester cantonné dans l'un ou l'autre camp ?

La conceptualisation tripartite du temps était la réponse novatrice de F. Braudel à deux questions particulièrement épineuses qui parcourent le champ des humanités et des sciences sociales : comment appréhender la relation entre *agency* et structure, d'une part, et entre structures matérielles et « cadres mentaux », d'autre part ? F. Braudel, en brillant bâtisseur institutionnel qu'il était, est resté fidèle à la longue durée, qu'il considérait comme son paradigme le plus novateur et le plus influent. Le rhétoricien exubérant qu'il était a également laissé la porte ouverte à des explorations alternatives : « Heureux, et bien naïf, qui penserait, après les orages des dernières années, que nous avons trouvé les vrais principes, les limites claires, la bonne École <sup>15</sup>. » On peut légitimement douter de la sincérité de F. Braudel. À moins que, une fois n'est pas coutume, nous le prenions au mot ?

## Quel avenir pour l'histoire de tous les termes ?

En définitive, D. Armitage et J. Guldi conçoivent la longue durée comme une panacée pour affronter l'« ère des fractures » dans laquelle nous vivons. Peut-on et doit-on attendre autant de la longue durée ? L'« ère des fractures » n'est pas près de se refermer. Pour les étudiants qui abordent une formation de deuxième cycle en histoire, le contexte actuel est à la fois stimulant et désorientant. D'une part, les perspectives d'emploi dans le secteur de l'enseignement et de la recherche et le statut social correspondant sont assez limités. D'autre part, les conflits culturels qui ont dominé les humanités et les sciences sociales au cours du dernier tiers du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle se sont largement apaisés. En 1958, F. Braudel prit la plume, au moins en partie, pour s'opposer à une tendance qu'il condamnait, considérant que Claude Lévi-Strauss « pousse l'anthropologie 'structurale' vers les procédés de la linguistique <sup>16</sup> ». La suite, tout le monde la connaît, mais cet antagonisme a désormais largement fait son temps. Aujourd'hui, le travail des historiens manque d'un centre de gravité, voire d'opposants communs, à tel point que cela peut aussi bien susciter la perplexité que promouvoir l'expérimentation.

Au sein du monde académique et en dehors, tout change à un rythme rapide et les préoccupations urgentes concernant à la fois l'interdépendance accrue et les inégalités croissantes entre les différentes parties du monde ne peuvent être ignorées. Les promesses de prospérité économique partagée, de durabilité, de sécularisation et de démocratisation sont en train de s'évanouir. En Europe et en Amérique du Nord, l'immigration et les naturalisations remodelent les sociétés et créent des demandes que la classe politique a du mal à satisfaire. À l'horizon 2050, les Blancs seront une minorité aux États-Unis. Dans le système de l'enseignement

15 - *Ibid.*, p. 734.

16 - *Ibid.*, p. 725.

supérieur, les inscriptions en premier cycle universitaire dans les cours de mandarin et d'arabe augmentent à un rythme soutenu, et une nouvelle génération d'étudiants aborde la recherche en histoire en possédant ou en cherchant à acquérir des compétences linguistiques que peu de leurs prédécesseurs avaient. Ce sont là des bases prometteuses sur lesquelles bâtir des histoires comparatives et connectées qui séduiront des audiences plus larges. L'évolution des sources utilisées et des vecteurs de diffusion de la recherche universitaire n'est pas moins rapide et ouvre de nouveaux canaux de communication entre le monde académique et diverses communautés numériques. Les monographies sur papier deviennent de plus en plus obsolètes, bien que les normes académiques d'examen des projets dans le domaine des humanités numériques soient encore floues et que des lois restrictives sur les droits de la propriété intellectuelle pèsent sur l'édition numérique, en limitant le nombre de publications disponibles en libre accès. D. Armitage et J. Guldi appellent à juste titre à faire usage de manière plus créative des importantes collections de données et de textes en ligne, tout en rappelant que les ressources de ces banques de connaissances en ligne sont loin d'être réparties équitablement, et les coûts d'accès loin d'être homogènes à l'échelle du monde.

Frustrés par ce qu'ils considèrent comme les effets dévastateurs des critiques portées contre les métarécits de la modernité si prisés des historiens depuis les années 1970, D. Armitage et J. Guldi nous invitent à être suffisamment audacieux pour affirmer qu'il est possible de reconstruire le passé sur de longues, voire de très longues périodes de temps. Cependant, leur vibrant plaidoyer manque de propositions concrètes sur la façon dont la formation académique en histoire peut offrir les outils pour produire l'histoire sur la longue durée qu'ils appellent de leurs vœux. La spécialisation a nui aux sciences sociales, à la physique, à la médecine, sans parler de l'informatique, tout autant, si ce n'est plus, qu'aux humanités. Alors qu'ils les tancent pour avoir abdiqué leur rôle public au profit des économistes, D. Armitage et J. Guldi se gardent de suggérer que les historiens deviennent des statisticiens chevronnés afin de pouvoir produire le type de travail comparatif à grande échelle qu'ils admirent chez Thomas Piketty et ses collaborateurs. Or, si l'on écarte les compétences d'analyse quantitative, à quelles autres compétences faire appel pour travailler de manière innovante sur des études historiques couvrant plusieurs siècles, voire plusieurs millénaires ? S'agit-il d'une question à laquelle chaque historien doit apporter sa propre réponse ? Ou bien relève-t-elle de décisions stratégiques que les écoles doctorales et les départements d'histoire devraient envisager de manière plus systématique dans le cadre de la promotion affichée de nouveaux modèles d'interdisciplinarité ?

Des questions se posent également concernant la relation entre recherche originale et synthèse, dilemme intrinsèque à toute l'écriture macro-historique. Certains projets à grande échelle sont rendus plus aisés par les nouvelles bases de données, mais d'autres ne le sont pas. Nos connaissances factuelles restent fragmentaires ou fortement sujettes à controverse s'agissant de la plupart des époques et des lieux de l'histoire humaine, ce qui bien entendu pose problème aux historiens qui aspirent à produire de nouvelles synthèses fiables ou même simplement à conduire leur recherche en couvrant de longues périodes temporelles. Enfin, par

choix ou par nécessité, la plupart des travaux historiques couvrant plusieurs siècles ou plusieurs millénaires tendent à adopter précisément les explications mono-causales contre lesquelles les historiens académiques se sont élevés depuis un demi-siècle.

En résumé, quelle est donc la longue durée sur laquelle D. Armitage et J. Guldi veulent que nous travaillions ? Je suppose que s'ils restent vagues et non prescriptifs, c'est non seulement parce que formuler une feuille de route globale constitue un chantier énorme, mais aussi parce que cela est contraire au pluralisme méthodologique caractéristique de l'histoire, peut-être plus que de toute autre discipline des humanités et des sciences sociales. Ce pluralisme méthodologique a toujours fait aussi bien la force que la faiblesse du travail de l'historien. Un siècle en arrière, il a permis aux historiens de jouer le rôle public que louent D. Armitage et J. Guldi et à l'histoire de s'assurer une place de choix dans l'éducation de l'honnête homme. Aujourd'hui, le pluralisme méthodologique continue de susciter de nombreuses réponses efficaces et créatives à l'hégémonie croissante des sciences naturelles et des sciences sociales, mais il porte également atteinte au statut épistémologique des méthodes historiques traditionnelles à l'ère de la gouvernabilité scientifique et donc au prestige des historiens dans la sphère publique et au sein des cercles politiques. Ce paradoxe est au cœur aussi bien de la crise que de la vitalité de l'écriture historique et il n'en devient que plus aigu quand nous nous demandons sur quelles bases jeter des ponts vers d'autres champs et d'autres disciplines et comment réconcilier la faillite des métarécits avec la nécessité pour les historiens de produire un « passé utilisable » afin de répondre à l'attente majoritaire de la classe politique et du public instruit.

*Francesca Trivellato*  
*Yale University*

Traduction d'Antoine Heudre

